

Mauvais départ pour la nouvelle Région (Communiqué du Parti de Gauche)

Si l'élection attendue de Mme Delga à la présidence de l'Assemblée régionale est un non-événement, elle s'accompagne toutefois de signes de confusion politique inquiétants pour l'avenir. En ne présentant aucun candidat, la droite a abandonné le terrain au Front National le laissant ainsi seul représenter l'opposition. De l'autre côté, la seule incertitude tenait au nombre de voix qu'allait recueillir la candidate PS après l'interpellation publique de quatre élu-e-s de la liste Nouveau Monde en commun (trois du Parti de Gauche et un de la Nouvelle Gauche Socialiste) sur deux points qui constituent des lignes rouges.

- Cumuler la présidence de la région avec un mandat de député est en contradiction avec la volonté proclamée de renouveler les pratiques démocratiques.
- Par ailleurs, comme parlementaire, Mme Delga devra prochainement se prononcer sur la réforme constitutionnelle proposée par le chef de l'Etat qui prévoit la constitutionnalisation de l'Etat d'urgence et la possibilité de déchéance de nationalité pour les binationaux nés français. Cette dernière mesure, si elle était adoptée, créerait deux catégories de citoyens français en contradiction avec l'affirmation constitutionnelle selon laquelle la "République est une et indivisible et assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion". Quant à la constitutionnalisation de l'état d'urgence, les lois actuelles sont largement suffisantes pour lutter contre le terrorisme. Constitutionnaliser l'Etat d'urgence c'est, pour reprendre les mots de M. Valls, considérer qu'un état d'exception est le fonctionnement normal de l'Etat de droit. Là encore François Hollande abîme la République en s'attaquant aux libertés.

Pourtant, malgré l'absence de réponse de Mme Delga à l'interpellation de ces quatre élu-e-s, ils ont été seuls du groupe Nouveau Monde en commun à ne pas voter pour la candidate du PS, conformément avec les engagements de "respect des valeurs de la République" et de "non-cumul de mandat" contenus dans la Charte éthique qu'ils ont signée.

C'est donc dans cette équivoque inquiétante que démarre la nouvelle mandature. Face à la crise majeure – sociale, environnementale, économique, culturelle, démocratique – que traversent nos sociétés, le Parti de Gauche dans les Hautes-Pyrénées réaffirme la nécessité d'apporter une **réponse politique radicalement nouvelle**, seule à même de rompre la spirale de désespérance qui fait le lit d'une extrême-droite plus dangereuse que jamais.